Tribune libre

(Tract 14.02.09 - Groupe CCI-T - http://www.cci-t.org)

APRES LA MOBILISATION DU 29 JANVIER, SARKOZY S'INQUIETE, MAIS NE RECULE PAS

LA SEULE PERSPECTIVE POUR S'EN SORTIR : GREVE GENERALE POUR CHASSER SARKOZY ET LE GOUVERNEMENT DES CAPITALISTES !

POUR UN GOUVERNEMENT DES TRAVAILLEURS !

Sarkozy persiste et signe

En réponse à la journée de grève du 29 janvier, Sarkozy a déclaré en substance : l'ampleur de la crise capitaliste mondiale impose au gouvernement du capital français de redoubler les aides aux entreprises, de ne rien lâcher aux salariés, de poursuivre et d'accentuer toutes les réformes destructrices pour rester dans la courses aux profits. Aux patrons, la suppression de la taxe professionnelle, à Renault et à Peugeot Citroën, dont le patron vient d'annoncer 10 000 suppressions de postes sous forme de « départs volontaires », les 6 milliards d'aides. Aux salariés : rien, rien sur les salaires, rien sur les licenciements, rien sur les suppressions de postes de fonctionnaires, aucune revendication n'est satisfaite, ni même abordée, aucune mesure, projet de loi ou réforme rejetés par la population n'est retiré.

La conclusion s'impose : aucune de nos revendications n'est compatible avec le maintien de Sarkozy et de son gouvernement dont la politique est et ne peut être qu'au service des capitalistes.

Mais le gouvernement est aux abois.

Le 29 janvier, une force considérable de salariés du public et du privé, paysans, artisans, retraités, chômeurs, jeunes, et même petits patrons s'est rassemblée par millions dans la grève et les manifestations. En Guadeloupe, en Martinique, c'est la grève générale de toute la population appelée dans l'unité de toutes les organisations, exigeant notamment l'augmentation immédiate des salaires. Craignant la contagion aux salariés de la métropole, gouvernement et patronat font bloc pour ne pas céder. Ils espèrent que l'isolement, s'il devait se prolonger, amènera au pourrissement. Déjà des escadrons de gendarmes mobiles ont débarqué en Martinique, et le gouvernement menace de rétablir l'ordre à coups de matraques. Mais il joue avec le feu et il manœuvre au jour le jour pour éviter l'embrasement général. Il n'est pas le seul.

S'organiser pour imposer aux dirigeants syndicaux qu'ils rompent avec le gouvernement et appellent à la grève générale

Le gouvernement s'accroche comme à une dernière bouée de sauvetage à la « concertation », au « dialogue social » pour essayer de noyer le poisson. Le 18 février, Sarkozy invite les dirigeants syndicaux et ceux du patronat, au moment où des grèves et des mouvements sont engagés contre ses réformes, à discuter de leur calendrier et de la méthode pour les mener à bien. La place des dirigeants syndicaux n'est pas dans la discussion des réformes du gouvernement, elle n'est pas de laisser croire qu'ils pourraient, dans ce cadre, défendre les salariés et la jeunesse. Est-il pensable qu'au moment où les salariés manifestent contre leur mise au chômage partiel figure précisément au menu des discussions du 18 février l'extension du chômage partiel sous couvert d'une meilleure indemnisation ? Il faut imposer aux dirigeants syndicaux de ne pas prêter la main à cette grossière opération du gouvernement pour se tirer d'affaire, de refuser de se rendre à l'invitation de Sarkozy. Au lieu d'appeler à une nouvelle journée « de grèves et de manifestations » le 19 mars, censée faire pression sur les discussions avec le gouvernement le 18 février, au lieu de combiner concertation et journées d'action à répétition, la responsabilité des dirigeants syndicaux est d'expliquer : pour en finir avec ce gouvernement et toute sa politique, il faut organiser la grève générale, ne pas laisser les travailleurs de Guadeloupe et de Martinique isolés, c'est tous ensemble qu'on peut gagner.

Seule la grève générale se fixant l'objectif de balayer Sarkozy et le gouvernement des patrons peut défendre et faire aboutir toutes les revendications !

Enseignants chercheurs et étudiants ont déclenché la grève dans les Universités pour imposer à juste titre le retrait des réformes qui liquident leur statut et la formation des enseignants. Mais, alors que tous les dirigeants syndicaux les poussent dans une grève dure mais isolée, ils courent le risque de combattre seuls face au gouvernement. Dans de nombreux secteurs, des mouvements sont ainsi déclenchés de manière morcelée par les différentes organisations syndicales, par exemple à la SCNF, où tous les jours une catégorie, un service, une catégorie de telle région, voire de tel bureau est appelée à la grève, au combat isolé. Pourtant c'est toute la classe ouvrière, tous les salariés du public et du privé, la jeunesse, avec toutes leurs revendications, qui ont montré le 29 janvier qu'ils étaient prêts à se battre. Dès lors, la solution ne réside pas dans les combats séparés, chacun son tour. La solution, c'est de s'organiser pour imposer l'unité de toute la classe ouvrière, de ses organisations, de centraliser tous les combats dans un seul combat tous ensemble pour en finir avec le gouvernement.

Il faut un autre gouvernement !

Sarkozy avec son gouvernement dirige tout le pays pour le compte des capitalistes. Mais un autre gouvernement, s'il n'est pas prêt à rompre avec le maintien du profit privé entraînant la concurrence et la plus aberrante compétitivité, c'est-à-dire avec la bourgeoisie française, fera la même chose quelle que soit l'étiquette affichée de ses dirigeants. Comment ne pas voir qu'en Allemagne, en Grande Bretagne, en Espagne, aux Etats-Unis, partout, c'est la même politique : d'un coté les milliards pour les banquiers, les actionnaires et les patrons, de l'autre un recul effroyable pour les populations ? Alors quel gouvernement peut décider l'augmentation générale des salaires, des retraites et l'indexation automatique sur le coût de la vie, bloquer les loyers et loger tous les gens à la rue, interdire les licenciements, exproprier sans indemnités ni rachat les grands banquiers et les grandes entreprises qui contrôlent toute l'économie, abroger toutes les lois et mesures réactionnaires etc. Quel gouvernement peut, tout en empêchant la fuite des capitaux, permettre la relance de la production par la réponse aux besoins considérables des masses tout en respectant l'environnement ? Quelle classe, quel gouvernement pourra résoudre les problèmes de la société ? Au Havre, des manifestants le 29 janvier avaient pour banderole : « La crise, c'est eux, la solution, c'est nous ». Cela ne peut avoir qu'un seul sens : seul un gouvernement constitué par les travailleurs eux-mêmes, contrôlé par eux, appuyé sur leur mobilisation, ouvrant la voie au socialisme, peut nous permettre d'en sortir !

Il faut construire un Parti Ouvrier Révolutionnaire

La crise du capitalisme s'accélère dans des proportions jusqu'alors inconnues : désormais, c'est par millions chaque mois que pleuvent les licenciements dans le monde. Tous les plans faramineux des gouvernements bourgeois sont incapables de juguler la crise. Au contraire ils font naître de nouvelles impasses, des endettements encore plus colossaux, le spectre du protectionnisme et de la dislocation du marché mondial. Mais pour se maintenir ce système en faillite nous mène à la misère, à la destruction de tous les acquis sociaux, à la répression et à la réaction la plus noire dans tous les domaines. La bourgeoisie ne peut plus se contenter de demi-mesures, et la classe ouvrière et la jeunesse ne peuvent plus se défendre si elles ne centralisent pas toutes leurs forces pour des combats décisifs. Elles ne peuvent plus se défendre uniquement en quémandant des capitalistes des aumônes pour survivre tout en leur laissant les rênes. Une crise révolutionnaire va s'ouvrir dont l'issue dépend de la construction d'un Parti Ouvrier Révolutionnaire qui combatte ouvertement pour en finir avec le capitalisme, pour un gouvernement des travailleurs qui s'attaquera résolument au capitalisme, qui mettra toutes les richesses du pays au service de la population, pour le socialisme.

Le CCI(T) qui est un des éléments de cette construction, propose la discussion la plus ouverte sur ces questions.